

SYNTHÈSE DE CONJONCTURE ÉCONOMIE EMPLOI
EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Auvergne-Rhône-Alpes : un léger recul de l'économie et de l'emploi au 4^e trimestre 2024

MAI 2025



En bref...

L'économie française s'est légèrement repliée au 4^e trimestre 2024 (-0,1%), une première depuis le 3^e trimestre 2023. Ceci est notamment dû au contrecoup du soutien ponctuel des Jeux Olympiques et Paralympiques qui auraient dopé la croissance nationale de +0,2 point au troisième trimestre 2024. **En Auvergne-Rhône-Alpes, l'économie est elle aussi en recul au 4^e trimestre 2024 (-0,1%).** Industrie, tertiaire marchand et construction ont également terminé 2024 sur une contraction de l'activité. **L'emploi régional est également reparti à la baisse au 4^e trimestre 2024 (-0,2%).** Si l'intérim diminue à un rythme plus modéré (-1,7% contre -2%), l'emploi public connaît sa première évolution négative (-0,5%) après onze trimestres consécutifs de progression ! **Le taux de chômage a baissé au 4^e trimestre en région comme en France (-0,1 point).** Il concerne 6,3% de la population active régionale. **Le nombre de demandeurs d'emplois en catégories A, B et C,** a tout de même progressé de 2% sur le trimestre, une hausse pour autant plus marquée que la moyenne nationale (+1,7%).

Zoom sur... l'année 2024 en Auvergne-Rhône-Alpes

Pour la deuxième année consécutive, l'économie d'Auvergne-Rhône-Alpes connaît un ralentissement voire une baisse de l'activité dans les trois grands secteurs (-1,7% après +2,2% dans l'industrie, +1,7% après +5,2% dans les services marchands et -0,6% après +4,8% dans la construction). Malgré cela, les effectifs salariés régionaux n'ont pas diminué (+0%), les créations d'entreprises sont reparties à la hausse (+7,6%), simultanément aux nombreuses défaillances qui persistent (+19,2%). Le taux de chômage demeure le troisième niveau régional le plus bas de France (6,3% de la population active). Ces indicateurs fragiles reflètent les incertitudes considérables pour 2025, propulsant la région, aux dynamiques diversifiées, vers une nouvelle année sans élan.

Chiffres clés

3 259 447

Emplois salariés

en décembre 2024



DPAE

Déclarations préalables
à l'embauche



6.3%

Taux de chômage

de la population active
au 4^e trimestre 2024

610 740

demandeurs
d'emploi

sans emploi (A)
au 4^e trimestre 2024



Évolution
sur un trimestre
(T4 2024 / T3 2024)

↘ -0.2%

(-0.3% en France)

↗ +1.0%

(-0.3% en France)

↘ -0.1 pt

(-0.1 pt en France)

↗ +2%

(+1.7% en France)

Évolution
depuis un an
(T4 2024 / T4 2023)

↗ +0%

(+0% en France)

↗ +3.2%

(-0.2% en France)

↘ -0.2 pt

(-0.2 pt en France)

↗ +2.6%

(+1.8% en France)

LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE

Éclairage national

L'économie française affiche une croissance stable de +1,1% en 2024

Au 4^e trimestre 2024, **le produit intérieur brut (PIB) de la France s'est légèrement contracté (-0,1%), ce qui n'était plus arrivé depuis le 3^e trimestre 2023**. Ce repli s'explique en partie par la dissipation de l'effet ponctuel lié aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 : après avoir soutenu la croissance nationale au 3^e trimestre (+0,2 point), cet impact s'est estompé au 4^e trimestre, laissant apparaître un affaiblissement de la dynamique économique. L'impact total sur l'année 2024 serait de l'ordre de moins de +0,1 point de PIB.

Quant aux vecteurs structurels, **seule la consommation intérieure soutient la croissance en ce dernier trimestre (+0,2% après +0,3%), portée par les ménages (+0,3%) et les administrations (+0,4%)**. L'investissement, lui, semble se stabiliser dans les entreprises (-0,2% après -1,2%) comme dans les ménages (-0,3% après -0,6%). La contribution du commerce extérieur n'a, quant à elle, eu aucun impact net sur la croissance, malgré un rebond des exportations (+0,4%) et des importations (+0,4%). Enfin, l'évolution des stocks repart à la baisse (-0,3% après +0,3%).

Sur l'ensemble de l'année, la croissance économique française est restée stable par rapport à 2023 (+1,1%), enregistrant sa deuxième année successive de ralentissement. Cependant, celle-ci a été tirée cette fois par la consommation des ménages et de l'administration publique, la progression de la branche énergétique et la valeur ajoutée des services marchands liés aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024. Grâce à son positionnement sectoriel et à l'accélération des dépenses publiques, la France a mieux résisté que la zone euro (+0,8%), le Royaume-Uni (+0,9%), tout en restant loin du dynamisme affiché par les États-Unis (+2,8%) et la Chine (+5%).

Pour en savoir plus : [Insee, Note de conjoncture - Mars 2025](#)

Encadré 1 : Des incertitudes multiples à l'aune de 2025

Entre décembre 2024 et mars 2025, plusieurs projections ont dû être revues en raison **des aléas multiples qui planent sur l'économie française et internationale**. D'une part, l'incertitude du commerce international marquée majoritairement par les potentielles hausses des droits de douanes des États-Unis sur les biens européens, impacterait le PIB français à hauteur de -0,1 point en 2025. L'exposition des exportations françaises de biens au marché américain serait néanmoins moins importante que la moyenne de celle des pays de l'UE (1,7% contre 2,8%). D'autre part, la loi de finances initiales (LFI) et la loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) qui visent à améliorer les comptes publics et respecter les engagements européens de la France, seraient susceptibles d'impacter le pouvoir d'achat des ménages de -0,4 point et de -0,9 point pour la situation financière des entreprises. Le PIB serait ainsi ajusté de +0,7 point, via des mesures de hausse de prélèvements obligatoires. Enfin, les chiffres conjoncturels pourraient également être impactés au niveau du marché du travail, par la loi Plein Emploi dont les effets sur les indicateurs au sens du BIT sont incertains et dépendent des modalités de la mise en œuvre de la réforme.

En 2025, une croissance française revue à la baisse, reflet d'une situation internationale dégradée

Initialement prévue à +0,9%, **la croissance économique de la France ne s'élèverait finalement qu'à +0,7%¹ en 2025**, selon les dernières projections de la Banque de France de mars 2025. En cause, une demande mondiale moins dynamique qu'attendue et un impact des barrières commerciales mise en place par l'administration de Donald Trump qui font peser beaucoup d'incertitudes sur l'économie des pays exposés au marché américain. La croissance resterait ainsi portée par la consommation privée, mais elle serait aussi freinée par l'attentisme lié au contexte politique et budgétaire.

¹ D'après les dernières prévisions du FMI, elle pourrait même être abaissée à 0,6%.
[Économie. Le FMI abaisse sa prévision de croissance pour la France à 0,6% pour 2025.](#)

À l'international, l'évolution de la croissance décrit une situation dégradée : manque de perspectives du commerce mondial, difficultés de certaines économies européennes, politiques monétaires moins accommodantes. La croissance mondiale s'établirait ainsi à +3,2%, soit 0,2 point en dessous du niveau de la fin des années 2010. Cela se traduirait en Europe par des divergences territoriales notoires entre le dynamisme de l'Espagne (+2,3%), les situations intermédiaires de la France et de l'Italie (+0,4% et +0,2%) et le marasme allemand (-0,1%). L'ensemble de la zone euro atteindrait +0,7%, contre +0,5% pour le Royaume-Uni, +1,6% pour les États-Unis, et à peine les +5% en 2024 pour la Chine, son plus faible rythme depuis 1990 (hors pandémie).

À partir de 2026, la croissance du PIB en France serait à nouveau redynamisée par l'investissement des entreprises, portant les prévisions de la Banque de France à +1,2% en 2026 et +1,3% en 2027.

Pour en savoir plus : [Banque de France, Projections macroéconomiques pour la France – Mars 2025](#)

Éclairage régional

Le freinage de l'économie régionale au 4^e trimestre 2024

D'après les enquêtes mensuelles de conjoncture de la Banque de France, réalisées auprès d'un panel d'entreprises, **l'économie régionale a freiné en Auvergne-Rhône-Alpes au quatrième trimestre dans les trois principaux secteurs.**

Dans l'industrie, la production a sensiblement reculé sur les derniers mois de l'année. Le taux d'utilisation des capacités de production a continué de diminuer en région, nettement en deçà de sa moyenne de long terme (78%), pour atteindre un point bas en fin d'année à 71%. Certaines branches ont pâti d'une demande faible et erratique en provenance de la filière automobile. C'est notamment le cas dans la métallurgie, le décolletage, les produits en caoutchouc-plastiques et les fabrications de produits informatiques-électroniques-optiques. Seules les branches des fabrications de machines et équipements et de l'industrie agro-alimentaire ont conservé une croissance positive sur l'ensemble du trimestre.

Dans les services marchands, le rythme de croissance a ralenti par rapport au trimestre précédent. Si l'hébergement-restauration et les activités comptables et juridiques sont restées dynamiques sur la période, le transport routier de fret et le travail temporaire ont connu une forte variabilité d'un mois à l'autre. Dans les activités informatiques et l'ingénierie-études techniques, les volumes d'affaires ont diminué, affectés par les incertitudes budgétaires et fiscales, qui ont retardé les prises de décision et le démarrage de nouveaux projets.

Dans le secteur de la construction, l'activité du bâtiment est demeurée sur une tendance baissière sur l'ensemble du trimestre, dans le gros œuvre comme dans le second œuvre, tandis que les travaux publics ont progressé. Les carnets se sont contractés. Ils sont encore jugés correctement garnis dans le second œuvre, mais demeurent nettement insuffisants dans le gros œuvre.

Le niveau des prix de vente a peu évolué dans l'industrie et les services marchands, alors que la baisse du prix des devis s'est poursuivie dans le secteur de la construction, témoignant de tensions concurrentielles accrues. Les effectifs ont légèrement diminué dans l'industrie et la construction, alors qu'ils se sont maintenus dans les services. Le recours ponctuel à l'activité partielle a été activé par certaines entreprises de l'industrie. **Les difficultés de recrutement mentionnées par les chefs d'entreprise se sont progressivement atténuées dans la plupart des secteurs**, à l'exception de situations spécifiques dans certaines branches des services marchands (informatique, ingénierie) et du bâtiment qui perdurent.

Encadré rédigé par la Banque de France Auvergne-Rhône-Alpes, pour en savoir plus : [Banque de France, Tendances régionales, La conjoncture en Auvergne-Rhône-Alpes – Octobre, Novembre, Décembre 2024](#)

L'évolution du tissu régional d'entreprises

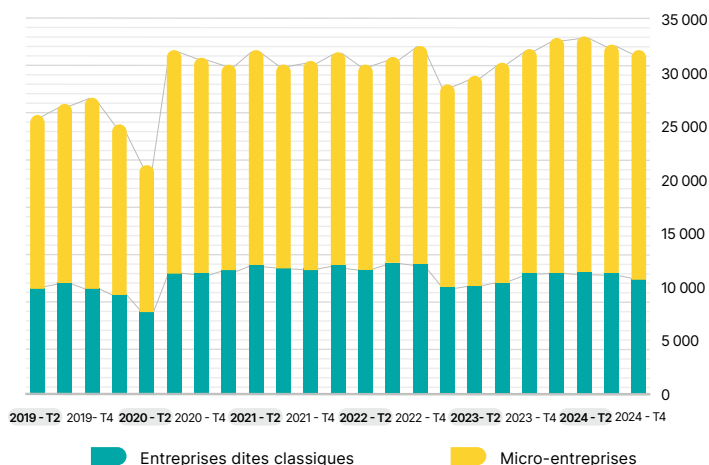
Deuxième trimestre de ralentissement consécutif pour les créations d'entreprises

Le léger fléchissement des créations d'entreprises en Auvergne-Rhône-Alpes enregistré au 3^e trimestre 2024 s'est accentué au 4^e trimestre (de -1,8% à -2,3%), malgré 31 660 nouvelles structures. La dernière succession de deux trimestres décroissants en région remonte à l'année 2015, hors période de crise sanitaire. Une évolution marquée chez les entreprises classiques (-2,8%), qui ont vu le volume de création fortement diminuer dans la construction (-14,1%) et le commerce (-4,4%). Les créations de micro-entreprises poursuivent également leur baisse mais de façon moins importante (-2% après -2,6%). Toutes tailles d'entreprises confondues, l'ensemble des secteurs connaît une évolution négative ce trimestre.

En cumulé sur un an, le nombre de créations demeure toutefois en hausse de +7,6%, nettement plus important qu'avant la crise sanitaire (+22,3%). Le commerce (+15,1%) et l'industrie (+14,4%) sont les principaux vecteurs de cette évolution.

Évolution des créations d'entreprises en Auvergne-Rhône-Alpes

Unité : en nombre d'entreprises



Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et Établissements - Sirene) ; Données trimestrielles CVS

Les défaillances d'entreprises de nouveau en hausse

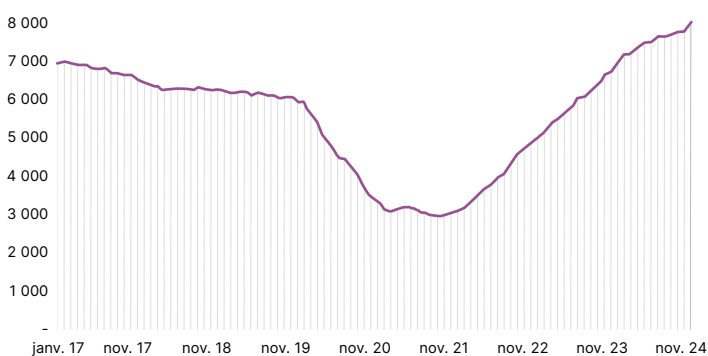
Après un trimestre de ralentissement, les défaillances augmentent à nouveau (+4,2% contre +1,7% au trimestre précédent). Avec 7 878 procédures de redressement judiciaires enregistrées sur un an, leur nombre a bondi de 32% par rapport à 2019, un total régional plus important que sur l'ensemble du territoire français (+29%).

À l'échelle nationale, en décembre 2024, ce sont toujours les défaillances d'entreprises de taille moyenne qui présentent l'évolution la plus importante (+35%), mais l'ensemble des catégories d'entreprises connaît en revanche un recul des défaillances sur un an.

En Auvergne-Rhône-Alpes, les secteurs particulièrement touchés par les faillites à l'automne 2024 demeurent inchangés, soit ceux liés à l'immobilier (Construction +34% et Activités immobilières +40%), aux Activités financières et d'assurance (+36%) et à l'Information et à la communication (+20%). Cependant, en volume, le nombre de défaillances d'entreprises est le plus important dans la Construction, le Commerce et réparation automobile et l'Hébergement et la restauration avec respectivement 1 863, 1 607 et 1 032 faillites sur l'année en décembre 2024.

Évolution des défaillances d'entreprises en Auvergne-Rhône-Alpes (en cumulé sur un an)

Unité : en nombre de procédures de redressement judiciaire enclenchées en cumulé sur un an



Source : Insee, Défaillances d'entreprises ; Données trimestrielles brutes

2 L'EMPLOI

La situation de l'emploi salarié

L'emploi salarié termine l'année 2024 en recul

L'emploi salarié en Auvergne-Rhône-Alpes poursuit son évolution en dent de scie en 2024. Après un 2^e trimestre de recul (-0,1%) et un 3^e trimestre de légère hausse (+0,1%), **on note, au 4^e trimestre, un nouveau repli (-0,2%)**. Cette évolution suit la tendance nationale (-0,3%), avec une baisse observée dans toutes les régions françaises, quel que soit le type d'emploi ou le secteur d'activité.

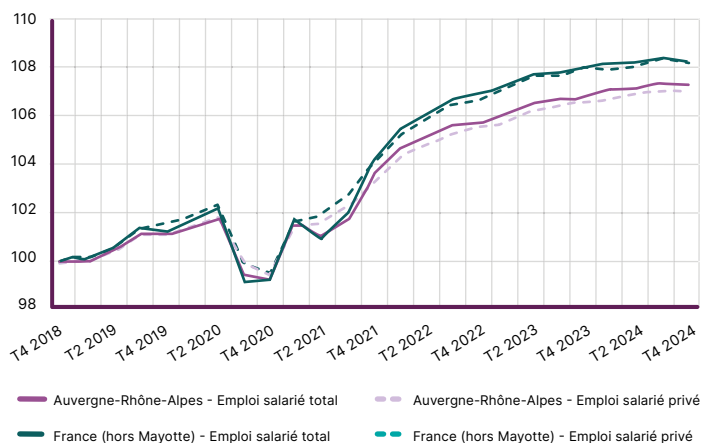
Le recul régional est principalement tiré par la diminution de l'emploi public (-0,5%), qui met fin à onze trimestres consécutifs de progression. À noter que, si l'intérim décroît moins vite ce trimestre (-1,7% après -2%), la construction poursuit sa tendance négative (-0,6% après -0,2%) et l'industrie connaît sa première baisse depuis 2020 (-0,1%). Or, en volume, c'est bien l'emploi privé (-4 231 emplois) et l'intérim qui connaissent les décroissances les plus importantes (-1 775 emplois).

Sur un an, l'évolution de l'emploi salarié stagne (+0%), après un ralentissement en 2023 (+0,6%), suite aux années post-crise sanitaire (+1,3% en 2022 et +4% en 2021). Cela représente un gain net de seulement 42 postes supplémentaires contre près de 19 000 l'année précédente. Le volume d'emploi salarié régional demeure néanmoins plus important qu'avant la crise (+6,9%).

L'emploi intérimaire poursuit son repli pour la deuxième année consécutive, en retrait de -7,9% sur un an.

Évolution de l'emploi salarié en France et en Auvergne-Rhône-Alpes

Unité : indice de base 100 au 1^{er} trimestre 2018



Source : Insee, Estimations d'emploi (estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee) ; Données trimestrielles CVS en fin de trimestre

L'évolution de l'emploi salarié privé par secteur d'activité

En 2024, une croissance de l'emploi salarié privé de plus en plus timide

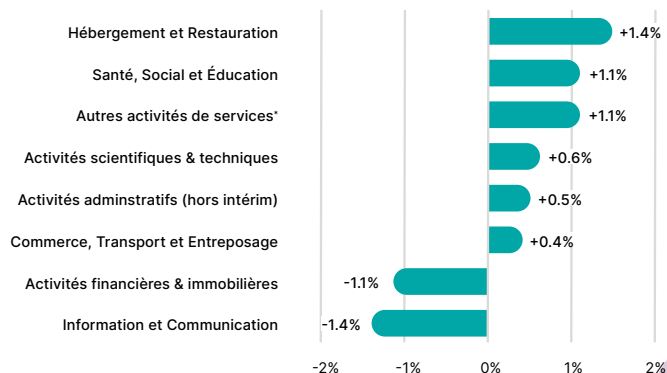
En Auvergne-Rhône-Alpes, sur l'ensemble de l'année 2024, les services hors intérim (+0,5%) comme l'industrie (+0,2%) ont gagné des emplois. Or, depuis la crise sanitaire, les rythmes de croissance n'ont fait que ralentir. Le tertiaire et l'industrie accusent un retard respectif de 0,4 et 1 point comparativement à l'année précédente, lié notamment à des reculs d'activité dans l'industrie et le bâtiment, ainsi qu'à un certain attentisme dû au contexte politique.

Au quatrième trimestre 2024, le volume d'emploi salarié du privé dans les services a stagné (+0% contre +0,1% au trimestre précédent). Comparé au même trimestre de l'année précédente, trois dynamiques intra-sectorielles sont à relever : celles de l'hébergement et restauration (+1,4% après -0,5%), de l'information et communication (-1,4% après -0,6%) et des services administratifs et de soutien (-3% après -0,7%). L'hébergement et la restauration se sont notamment bien redressés grâce à l'effet de jours non travaillés, d'une météo automnale favorable, avec un regain d'activité plus marqué pour la restauration que pour l'hébergement.

Sur le trimestre, il faut ajouter à ces évolutions la trajectoire de la Santé/Social/Éducation qui enregistre une nouvelle hausse de son volume d'emploi quoique de façon moins appuyée (+1,1% après +1,8%).

Évolution de l'emploi salarié du privé dans les services en Auvergne-Rhône-Alpes

Unité : en % par rapport au même trimestre de l'année précédente



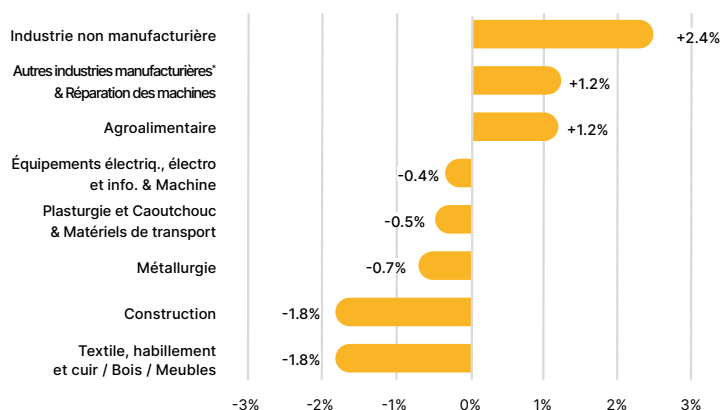
Source : Insee, Estimations d'emploi ; données salariés en fin de trimestre ; Données CVS. / (*) dont font partie les activités artistiques, récréatives, sportives, celles des organisations associatives ou encore les autres services personnels...

Du côté de l'industrie, le volume d'emploi a reculé (- 0,1% contre +0% au trimestre précédent), pour la première fois depuis 2017, hors crise sanitaire. Plusieurs dynamiques intra-sectorielles négatives y sont notables : le *Textile et habillement* (-1,8% après -1,3%), la *Construction* (-1,8% après -1,5%), la *Métallurgie* (-0,7% après -0,3%), la *Plasturgie* (-0,5% après +0%). Seul l'*Agroalimentaire* poursuit sa dynamique de croissance sur un an (+1,2% après +1%), mais à un rythme moindre qu'au précédent trimestre (+0,3% après +0,4%). C'est possiblement en lien avec le tassement de la consommation intérieure et à l'annonce de nouvelles taxes sur les exportations susceptibles de freiner l'activité. À l'inverse, le *Textile et habillement* pâtit d'un marché morose, de carnets de commandes bas, qui pourraient pousser certaines usines à recourir au chômage partiel. La *Métallurgie*, quant à elle, reste soutenue par le dynamisme de l'aéronautique, mais ses activités de décolletage, usinage et traitement des métaux demeurent handicapées par la morosité du secteur automobile. Cela se traduit par du recours à une activité partielle ou une réduction d'effectifs.

Enfin, dans la construction, le volume d'emploi semble impacté par des différences de niveau d'activité : le gros œuvre présente des difficultés en volume ce trimestre (difficultés de construction individuelle, carnets de commandes insuffisants). À contrario, le second œuvre depuis a vu ses difficultés de recrutement s'atténuer depuis novembre. D'après la Banque de France, le secteur du bâtiment repartirait d'ailleurs à la hausse sur le court terme, grâce à l'activité du second œuvre.

Évolution de l'emploi salarié du privé dans l'industrie et la construction en Auvergne-Rhône-Alpes

Unité : en % par rapport au même trimestre de l'année précédente



Source : Insee, Estimations d'emploi ; données salariés en fin de trimestre ; Données CVS. / (*) dont font partie les industries chimiques et pharmaceutiques, la fabrication d'instruments de musique, de sport, de jeux, les bijoutiers...

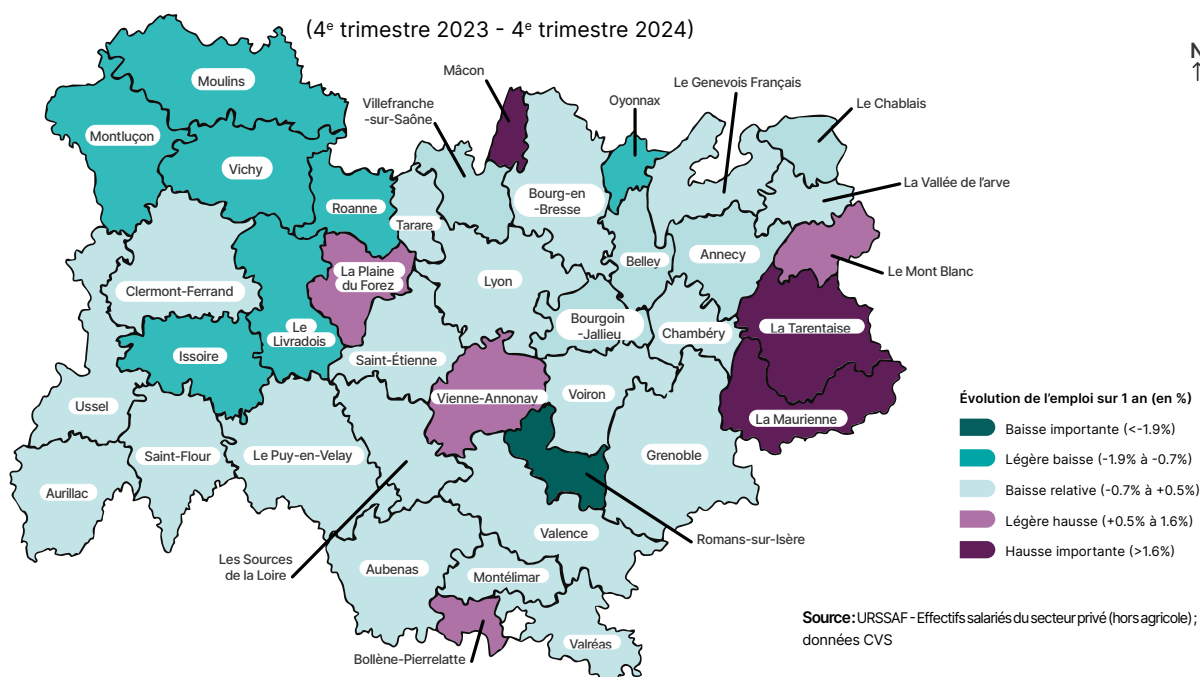
Une dynamique territoriale qui se dégrade légèrement sur le trimestre comme sur l'année

À l'automne 2024, on note en moyenne **une légère baisse de l'emploi salarié privé (-0,1%) dans les zones d'emplois des différents territoires d'Auvergne-Rhône-Alpes**. Sur un an, les écarts entre zones d'emplois se creusent à nouveau, tout comme le nombre de zones d'emplois connaissant un recul de leurs effectifs salariés privés (24 en 2024 contre 22 en 2023). Parmi les évolutions notoires, on observe l'accélération du rythme de croissance de la zone d'emploi de Mâcon (+3% par rapport au trimestre précédent), et de la Tarentaise (+2,3%) tandis que Villefranche-sur-Saône subit une forte contraction (- 1,9 %). Les trois grandes agglomérations régionales que sont Lyon, Grenoble et Clermont-Ferrand, perdent entre 0,4 et 0,6 point ce trimestre. Enfin, parmi les zones d'emplois les plus touchées, il est à noter que la baisse d'emploi semble s'atténuer ce trimestre : -0,6 pour Romans sur Isère, -0,9 pour Moulins et -1,9 pour Oyonnax.

Comparé à l'avant-crise sanitaire, le volume d'emploi salariés privés des zones d'emplois est en moyenne supérieur de 4,5% à celui de 2019. Seuls Romans sur Isère (-0,3%), Montluçon (-1,9%) et Oyonnax (-3,2%) connaissent des évolutions négatives, tandis que 15 zones d'emplois enregistrent une progression supérieure à +5%, avec un record pour La Maurienne (+9,8%).

Évolution de l'emploi salarié privé par zone d'emploi sur 1 an

(4^e trimestre 2023 - 4^e trimestre 2024)



La dynamique de l'embauche

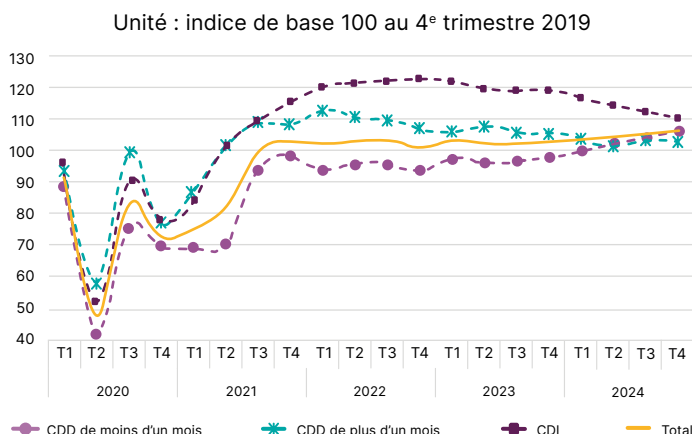
La embauches poursuivent leur progression au 4^e trimestre 2024

Pour le deuxième trimestre consécutif en 2024, **le nombre de déclarations préalables à l'embauche a connu une augmentation en Auvergne-Rhône-Alpes à un rythme de +1%**. Ce trimestre marque cependant **le fort recul des embauches sur des contrats longs** (-0,7% après +2,1% pour les CDD de plus d'un mois et -1,8% après -1,1% pour les CDI). Les contrats courts, en revanche, repartent une nouvelle fois fortement à la hausse (+2,4% après 1,3%).

L'année 2024 est marquée par une progression toujours plus dynamique des déclarations préalables à l'embauche (+0,4 point par rapport à l'année dernière), mais uniquement portée par des contrats courts (+8,6%). Néanmoins, par rapport à l'avant-crise sanitaire, toutes les déclarations préalables à l'embauche sont en augmentation, notamment les CDI de +10,2%. Cette croissance est bien plus marquée en Auvergne-Rhône-Alpes que sur l'ensemble du territoire national (+6,2% contre +4,8%).

Les secteurs où les embauches sur des contrats de très courte durée ont le plus augmenté sont ceux de la *construction*, des *activités juridiques de conseil* et d'*ingénierie* et l'*éducation*. À l'inverse, concernant les CDI, plusieurs secteurs voient leurs embauches en CDI reculer sensiblement, notamment l'*hébergement* et la *restauration*, le *commerce*, *réparation d'automobiles* et de *motocycle*.

Évolution des déclarations préalables à l'embauche dans le privé en Auvergne-Rhône-Alpes par type de contrat



Source : Urssaf, Déclarations préalables à l'embauche (régime général, hors intérim) ; Données trimestrielles CVS

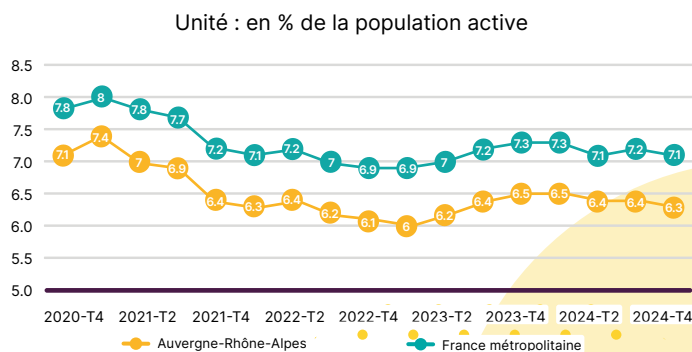
3 LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Le taux de chômage

Un taux de chômage en baisse sur le trimestre comme sur l'année 2024

Au 4^e trimestre 2024, le taux de chômage a baissé en Auvergne-Rhône-Alpes comme en France (- 0,1%) pour s'établir respectivement à 6,3% et 7,1% de la population active. Cela fait désormais cinq semestres que ces chiffres n'augmentent plus au niveau régional. Aussi, à l'automne, aucun département d'Auvergne-Rhône-Alpes ne connaît d'augmentation, la Drôme voyant même un taux en recul de -0,3%.

Évolution du taux de chômage en Auvergne-Rhône-Alpes et en France métropolitaine



Source : Insee, Enquête Emploi et taux de chômage localisé ; Données CVS

L'évolution de la demande et de l'offre d'emploi

Section rédigée par France Travail

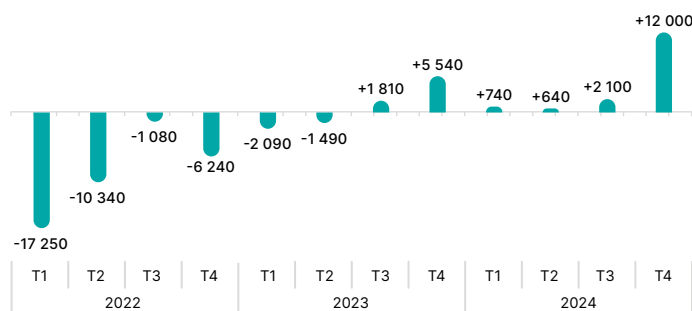
Une augmentation de la demande d'emploi à l'automne comme sur un an

Au 4^e trimestre 2024, en Auvergne-Rhône-Alpes, **le nombre de demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (catégories ABC²), s'est établi en moyenne sur le trimestre à 610 740. Ce nombre a augmenté de +2% sur le trimestre** (soit + 12 000 personnes) et de +2,6 % sur un an (soit 15 480 personnes).

En France, ce nombre a augmenté de +1,7 % sur le trimestre et de +1,8 % sur un an.

Évolution trimestrielle du nombre de demandeurs d'emploi sans activité professionnelle (inscrits en catégorie ABC) en Auvergne-Rhône-Alpes

Unité : en nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A



Source : Pôle emploi-Dares, STMT ; Données trimestrielles CVS-CJO

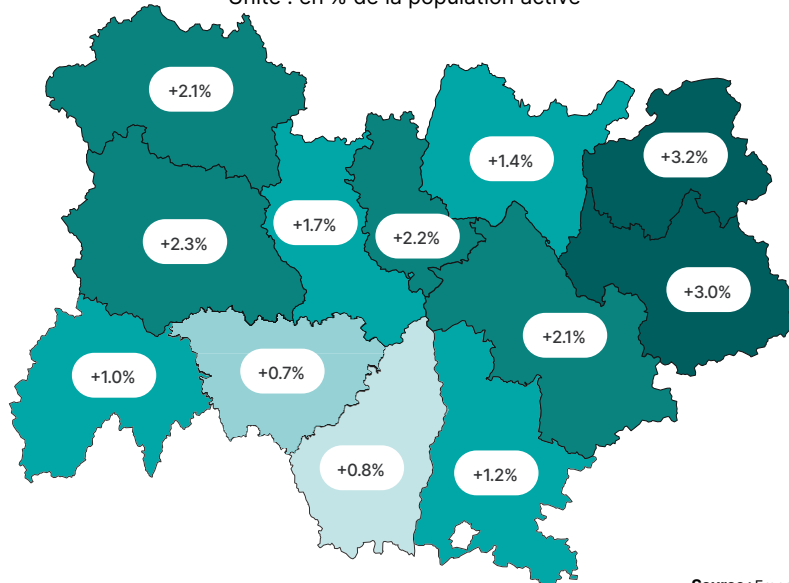
Une hausse de la demande d'emploi perceptible dans les différents départements régionaux

Sur le trimestre, le nombre des demandeurs d'emploi inscrits en catégorie ABC dans les différents départements de la région Auvergne-Rhône-Alpes est aussi en hausse. Les deux départements savoyards sont ceux qui ont enregistré les plus fortes hausses du trimestre (Haute-Savoie à +3,2 % et Savoie à +3,0 %). Le Puy-de-Dôme a, quant à lui, enregistré une hausse de +2,3 %, le Rhône de +2,2 %, l'Allier et l'Isère de +2,1 %.

Au cours du trimestre, les plus petites hausses des nombres d'inscrits en catégories ABC ont été enregistrées en Haute-Loire (+0,7 %) et en Ardèche (+0,8 %). Les autres évolutions oscillent entre +1,0 % et +1,7 %.

Évolution de la demande d'emploi par département entre les 3^e et 4^e trimestres 2024

Unité : en % de la population active



Source : France Travail-Dares, STMT, demande d'emploi en fin de mois, données CVS

² Au 4^e trimestre 2024, une évolution dans le formulaire d'actualisation a été mise en place pour permettre de mieux catégoriser en catégorie A des demandeurs d'emploi qui pouvaient auparavant être comptabilisés en catégories B ou C, ce qui a conduit à augmenter le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A, et à réduire d'autant le nombre de demandeurs d'emploi en catégories B et C, sans modifier le nombre total de demandeurs d'emploi en catégories ABC. Cette évolution invite à analyser l'évolution de la demande d'emploi sur l'ensemble des catégories A, B ou C.

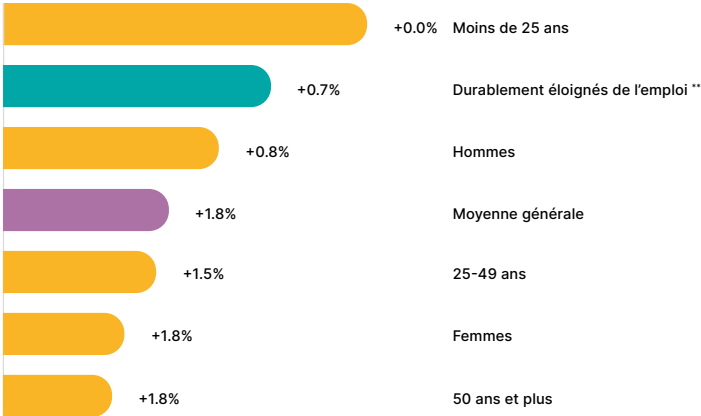
Une demande d'emploi également en augmentation dans toutes les classes d'âge

Toutes les classe d'âges sont concernées par la hausse de la demande d'emploi en Auvergne-Rhône-Alpes en 2024. **Les jeunes de moins 25 ans sont les plus plus impactés : +5,7 % sur les 12 derniers mois.** Le nombre de demandeurs d'emploi (DE) âgés de 25/49 ans a augmenté de +2,4 % en catégories ABC et celui de seniors de +1,7 %.

Sur l'année, France Travail a enregistré +3,4 % d'augmentation du nombre d'hommes demandeurs d'emploi inscrits en catégorie ABC alors que l'évolution chez les femmes s'élève à +1,9 %.

À noter aussi que sur l'année, **le nombre de demandeurs d'emploi durablement éloignés de l'emploi** (inscrits 12 mois an catégorie A dans les 15 derniers mois parmi les demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits en catégories ABC) **est en hausse de +4,2%.**

Évolution sur un an du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie ABC en Auvergne-Rhône-Alpes par public spécifique



Source : France Travail-Dares, STMT, demande d'emploi en fin de mois ; en CVS catégorie ABC en jaune et données brutes en vert.

En Auvergne-Rhône-Alpes, le volume d'offres d'emploi diminue sur un an

Au 4^e trimestre 2024, **France Travail a collecté 114 330 offres d'emploi sur la région en baisse de -10,5 % par rapport au 4^e trimestre 2023.** En cumul sur l'année, le nombre d'offres d'emploi enregistré par France Travail Auvergne-Rhône-Alpes était de 520 800.

■ Une newsletter sur la conjoncture

Tous les trimestres, recevez les dernières actualités et informations clés sur l'économie, l'emploi et le marché du travail dans la région en vous abonnant à la Lettre d'information : «L'actualité conjoncturelle en Auvergne-Rhône-Alpes».

■ Une veille conjoncturelle

Lisez les derniers articles et études sur l'économie, l'emploi, le marché du travail et la formation en Auvergne-Rhône-Alpes grâce à une veille sur la conjoncture régionale.

Rendez-vous sur [Via-Competences.fr - Veille conjoncturelle](https://www.via-competences.fr/veille-conjoncturelle)

■ Un outil public de visualisation de données régionales

Via Compétences met également à disposition **DataScope**, un outil de datavisualisation dynamique au service des acteurs de l'emploi, de l'insertion, de la formation et de l'orientation professionnelle.



Retrouvez des informations socioéconomiques actualisées régulièrement sur les métiers, les formations, les territoires et les secteurs d'activité en région Auvergne-Rhône-Alpes. www.datascope.via-competences.fr

Sources

- > **Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises**, Synthèse conjoncturelle régionale n°11, Mars 2025, 34 p.
- > **Banque de France**, Projections macroéconomiques pour la France, Mars 2025, 5 p.
- > **Banque de France**, Les entreprises en région : bilan 2024 et perspectives 2025, Février 2025, 19 p.
- > **Direction générale du Trésor**, Perspectives mondiales au printemps 2025 : La croissance au défi des turbulences, N°361, Mars 2025, 12 p.
- > **DREETS**, Note de conjoncture 4^e trimestre 2024, Auvergne-Rhône-Alpes, 24 p.
- > **INSEE**, Comptes nationaux trimestriels, Résultats détaillés, 4^e trimestre 2024, Informations rapides n°55, 28 février 2025, 4 p.
- > **INSEE**, Note de conjoncture, Désordre mondial, croissance en berne, 18 mars 2025, 111 p.
- > **INSEE**, Note de conjoncture régionale – 4^e trimestre 2024, L'économie d'Auvergne-Rhône-Alpes aborde l'année 2025 sans élan, n°46, Mars 2025, 4 p.
- > **INSEE**, Au quatrième trimestre 2024, l'emploi salarié recule dans presque toutes les régions, Informations rapides n°78, 25 mars 2025, 6 p.
- > **URSSAF**, Les effectifs salariés privés en repli au 4^e trimestre 2024 en Auvergne-Rhône-Alpes, Stat'ur conjoncture, Avril 2025 – N°52, 14 p.

Méthodologie

Le choix de la périodicité dans les séries étudiées dépend du type de données utilisées. Les séries dont les données sont disponibles en CVS ou CVS-CJO (correction des variations saisonnières et correction des jours ouvrables) peuvent être comparées entre différents trimestres de l'année. En revanche, les séries dont les données sont brutes (non retraitées) ne peuvent être comparées qu'entre mois ou trimestres similaires (e.g. 3^e trimestre 2024 par rapport au 3^e trimestre 2023).

La cartographie de l'évolution de l'emploi salarié par zone d'emploi a été réalisée à l'aide du logiciel Carte et données. Une discrétisation de type standardisation a été mobilisée pour mettre en avant les valeurs extrêmes de la distribution symétrique. La gradation harmonique a été adaptée à la charte graphique en vigueur.



Directrice de publication : Christelle MASSON • **Réalisation** : Cédric CABANEL (Via Compétences), Sandrine LORAND NGUYEN (Banque de France) & Saïd-Hamidou ALLAOUI (France Travail, avec l'appui de Boris FRANCOIS, Claire LAMY et Jacques MALGRAS (Via Compétences)

Mise en page et communication : Mélanie CATTELIN • **Date de publication** : Mai 2025 • **Email contact** : contact@via-competences.fr